

Mars 2011



LE SOUVENIR EST INDISPENSABLE POUR UN FUTUR PACIFIQUE Par Per Vinther, Président de ALDA

Le 27 janvier 1945, il y a 66 ans, le camp de concentration et d'extermination allemand de Auschwitz- Birkenau était libéré par l'armée russe. Desormais, chaque année, à cette date est célébrée la Journée internationale du Souvenir de l'Holocauste. Une nouvelle Europe a été construite sur les ruines de la guerre et de la haine avec la conviction que quelque chose comme la Shoah ne doit plus jamais se reproduire.

Dans un tel contexte, et dans le sillage du conflit ayant mené au démembrement de l'ex Yougoslavie, les Agences de la démocratie locale ont été établies avec comme objectif d'aider à construire une société basée sur des principes démocratiques, les règles de

droit et le respect des droits de l'Homme et des minorités.

En engageant différents groupes ethniques dans cet effort et en assurant par moment une médiation entre eux, les Agences de démocratie locale et l'association qui les coordonne (Association des Agences de démocratie locale- ALDA) se sont vues confirmer l'idée que le passé joue un rôle important dans la construction d'un futur basé sur la tolérance et la réconciliation.

Avec ses partenaires, ALDA travaille quotidiennement à la compréhension interculturelle et à la participation active des citoyens dans son programme d'entretien de la Mémoire. Le Président de ALDA, Per Vinther, a insisté sur le fait que « un de nos objectifs est de permettre à la population de se remémorer son passé et d'apprendre des erreurs de ses ancêtres. Cela a également une conséquence directe sur l'appréciation des bénéfices de vivre dans une société démocratique. »

L'Association des Agences de démocratie locale (ALDA) est fortement engagée dans la promotion de la citoyenneté active à travers le programme européen « Europe pour les citoyens » et s'est, dans cet esprit, engagée dans le projet E-For (éducation au Souvenir) qu'elle considère comme un élément à part entière de la citoyenneté active.

Actuellement le projet PEACE (Education à la paix et à la citoyenneté active en Europe) réunit des partenaires de toute l'Europe afin de réfléchir à des moyens innovants de transmettre la connaissance des crimes passés et de l'injustice vécue aux générations ayant grandi dans une société en paix. De nouvelles méthodes pédagogiques sont actuellement testées lors d'événements locaux et seront discutées lors d'une conférence internationale réunissant tant des experts de l'éducation à l'Histoire que des autorités locales et des ONG intéressées à mettre en œuvre des projets d'entretien de la Mémoire.

Ainsi ALDA lie son investissement pour une meilleure gouvernance locale au combat pour l'entretien de la Mémoire si crucial pour la survie de nos sociétés pacifiques et démocratiques.



PARTENARIAT ORIENTAL- FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE: UN BON CHALLENGE POUR ALDA

Antonella Valmorbida, Directrice d'ALDA, co-présidente élue

Pendant la réunion du Comité de pilotage du Partenariat oriental- Forum de la société civile, qui s'est tenue à Bruxelles le 1er février, la fonction d'Orateur Intermédiaire de M.Vialicka a été transformée en une co-présidence entre Antonella Valmorbida, coordinatrice européenne et Directrice d'ALDA, et Ulad Vialicka, Directeur de Euro Belarus. « C'est un bon challenge pour ALDA de supporter la société civile en Europe orientale » a déclaré Mme Antonella Valmorbida.

Le choix d'une co-présidence a été approuvé par le comité de pilotage afin de permettre le partage de la charge et des responsabilités, et également de correspondre au schéma organisationnel du comité de pilotage, où la présence du partenariat oriental et des représentants de l'UE est équilibrée dans les réunions des groupes de travail.

Le rendez-vous est une bonne opportunité pour ALDA d'être présent et de travailler en Europe orientale avec des contacts et des projets. Antonella Valmorbida est également impliquée en tant que leader du groupe de lobby qui promeut la visibilité et le contact du Forum de la Société Civile auprès des Institutions Européennes. Dans cette perspective, un certain nombre de réunions se sont tenues à Bruxelles avec le Commissaire Fuele, le Président du Comité des Régions, Mme Bresso, et le Président du Conseil économique et social, Staffan Nilsson. Une réunion avec le Secrétaire général se tiendra prochainement à Strasbourg.



LA FOIRE NEXPO A SARAJEVO La participation de ALDA et des Agences de démocratie locale

Les 10 et 11 mars prochains se tiendra à Sarajevo « NEXPO 2011 », la première foire des gouvernements locaux incluant des participants de l'Europe du Sud Est. ALDA est activement impliquée dans le programme de cet événement avec la tenue d'un stand et la participation de son Président, Per Vinther, au premier panel sur la bonne gouvernance et l'intégration européenne (voir <http://nexpo.nalas.eu/>).

Le stand présentera majoritairement les dernières activités de ALDA en matière de gouvernance locale et de participation des citoyens ainsi que les activités des Agences de démocratie locale de Mostar, Prijedor et Zavidovici.

“NEXPO 2011” est organisé par NALAS, le réseau des associations de pouvoirs locaux de l'Europe du Sud Est, et plus de 1000 personnes participeront: représentants des municipalités locales, associations et organisations internationales.



CREATIVITE ET INNOVATION POUR DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE AU JUMELAGE ENTRE VILLES Le 13 janvier, la conférence finale du projet CITIES a eu lieu à Dordrecht (PB). Ateliers de travail et échanges d'expérience étaient au programme de cette conférence sur les initiatives en matière de jumelages entre villes

Le jumelage entre villes est un moyen de renforcer la tolérance locale et une meilleure compréhension mutuelle, d'aider et de faciliter l'intégration, de multiplier les relations : voici certains des points qui ont émergé de la Conférence tenue à Dordrecht le 13 janvier.

Touchant à sa fin, le projet CITIES a révélé de réels et effectifs moyens de développer la participation des citoyens au niveau local. L'événement, organisé par ALDA avec la Municipalité de Dordrecht et son partenaire BMC, était la conférence finale de CITIES (créativité et innovation dans les jumelages de villes en Europe et en Europe du Sud), un projet financé par l'Union Européenne, mené par ALDA et visant à revitaliser et créer des jumelages entre villes à travers des méthodes innovantes en Europe.

“Dordrecht a toujours été une ville internationale. Cette cité a été construite au XIVème siècle comme une place commerçante pour attirer les marchands textiles de Antwerp. Son attrait pour le jumelage a commencé très tôt, a déclaré A.A.M Brock, Maire de la Ville de Dordrecht dans son discours de bienvenue. Le premier jumelage officiel de Dordrecht, avec la Ville de Hastings en Angleterre, a commencé dans les années 1970. Plus récemment, Dordrecht s'est jumelée avec Bamenda au Cameroun, avec Dordrecht en Afrique du Sud ; puis a établi des contacts avec la Ville de Varna en Bulgarie pour avoir une connexion avec les nouveaux Etats européens. Dordrecht pense que les jumelages apportent des aspects importants à sa société car le jumelage, pour nous, ce n'est pas seulement aider d'autres villes mais également apprendre de nos partenaires jumelés. Echanger de bonnes pratiques sur d'excellentes idées portera ses fruits, a conclu le Maire de Dordrecht. Vous savez ce que nous disons : « Le jumelage, ça nous gagne ».

Environ 45 représentants étrangers, originaires entre autres d'Albanie, de Lituanie, de Macédoine, et de Bulgarie ont pris part à la Conférence. Des représentants de municipalités néerlandaises, participant à un jumelage, et du Centre pour la Coopération internationale Zuid Holland étaient également présents.

« Le jumelage entre villes et villages à travers l'Europe a bien fonctionné pendant de nombreuses années, a déclaré M.Per Vinther, Président de ALDA, dans son discours d'ouverture. Mais récemment une certaine lassitude dans les jumelages s'est installée. La culture plus traditionnelle et les éléments sportifs qui faisaient la relation entre villes semblent avoir perdu leur attractivité et la nécessité d'un nouveau souffle dans les jumelages est clairement ressentie.

Rejoint par un certain nombre de partenaires convaincus, l'Association des Agences de démocratie locale a relevé ce challenge à travers le programme européen « Europe pour les citoyens » avec l'objectif d'identifier de nouveaux modes et moyens de coopération entre les partenaires des villes qui, tous, jouent un rôle dans la communauté : autorités locales, secteur privé lucratif et société civile.

ALDA a travaillé dans les Balkans pendant plus de 10 ans dans une approche « base-sommet » (bottom-up) afin d'encourager les autorités locales et les organisations de la société civile à coopérer dans le but d'améliorer les conditions de vie dans leurs communautés, d'impliquer les populations et de transférer les connaissances et bonnes pratiques des partenaires internationaux relatives aux jumelages multilatéraux.

S'appuyant sur cette expérience, pointée par Per Vinther, ALDA joue un rôle pertinent dans la promotion de la coopération entre villes approchant ses membres et partenaires dans le reste de l'Europe. Le jumelage entre Villes est une composante de l'effort fait pour rapprocher les populations européennes et pour qu'elles embrassent les objectifs et valeurs d'une Europe unie. Par conséquent l'inclusion de Villes et d'associations nationales de collectivités territoriales de l'Europe du Sud Est dans le projet CITIES a été un élément important pour ALDA.

« La diffusion des idées et suggestions qui ont été présentées pendant les différentes conférences dans les pays partenaires et lors de la conférence internationale de clôture à Dordrecht doit encourager les autres villes à travers l'Europe à s'engager dans le jumelage en tant que moyen de partager des expériences et d'apprendre des autres, de rapprocher les Pays de l'Europe du Sud Est de l'Union Européenne et de promouvoir la citoyenneté active en général », a déclaré le Président d'ALDA.

Le projet était basé sur un partenariat de six associations et municipalités d'Albanie, de Slovaquie, de Macédoine, et de deux en Bulgarie et Lituanie. Pendant l'année que cela a duré, les partenaires ont organisé des ateliers de travail

nationaux ayant pour but d'identifier des outils innovants pour le jumelage et une variété de domaines dans lesquels ces types de relations pouvaient être entretenues. Cette conférence finale à Dordrecht a recueilli des expériences de jumelages de municipalités néerlandaises et des bonnes pratiques de toute l'Europe, des pays partenaires et de ALDA. Six ateliers de travail ont été organisés en petits groupes permettant la tenue de discussions concrètes et de débats entre nombreux représentants de municipalités afin de conclure à des projets de coopération nouvelle qui pourraient mener à de futurs accords de jumelages. La Conférence internationale sur le jumelage a fourni de l'information sur la coopération internationale au niveau local aujourd'hui, et montré les possibilités qu'offrent le programme de l'Union Européenne « Europe pour les citoyens ».

Le projet CITIES a été mis en oeuvre par l'Association des agences de démocratie locale (ALDA) en coopération avec l'Association des Municipalités d'Albanie, l'association régionale des municipalités "Central Stara Planina" et l'Union des autorités locales bulgares de la Mer Noire de Bulgarie, l'Association des autorités locales de Lituanie, ECOVAST-Section nationale de la République de Macédoine, l'Agence de coopération internationale des associations de municipalités néerlandaises et l'Union des Villes et villages de Slovaquie. Le projet a été lancé le 1er février 2010 et finira le 31 janvier 2011.



LE TRAITE DE LISBONNE: LA CITOYENNETE ACTIVE POUR UNE EUROPE GRANDIE

Le traité de Lisbonne n'est pas et ne sera pas un simple bout de papier. C'est un instrument qui permet aux institutions européennes d'être plus démocratique et qui donne aux citoyens un plus grand espace de participation. Il apporte des lignes directrices pour moderniser l'Europe et la rendre capable d'atteindre les objectifs fixés pendant ses 50 ans d'histoire : être un instrument de paix et de développement. Ce sont, en bref, les conclusions de la conférence sur le traité de Lisbonne qui s'est tenue à Thiene (IT) et qui était promue par la Municipalité, son centre urbain et ALDA, Association des Agences de démocratie locale.

Dans son discours, Maria Rita Buseti, Maire de Thiene, a souligné l'importance de l'ouverture à la culture européenne pour les communautés locales. La Municipalité de Thiene a ouvert un centre urbain, une fenêtre sur l'Europe, pour informer la population et leur permettre de profiter d'une multitude d'opportunités que ce centre offre.

Antonella Valmorbida, Directrice de ALDA, a insisté sur le rôle des communautés locales and des autorités dans la construction d'une Europe des citoyens. « La participation active dans le processus local de décision, dit-elle, est le seul instrument qui peut garantir le développement. Et cela n'est possible qu'avec une société civile forte et prête à s'investir et à prendre ses responsabilités. »

Un instrument important d'information et d'animation sur l'Europe au niveau local, relatif à ses pouvoirs et opportunités, est le réseau Europe direct, à propos duquel Renzo Michieletto, du bureau Europe direct de la Région de la Vénétie, parle. C'est un bon réseau de 500 branches réparties dans 27 pays européens, dont 50 en Italie et 3 dans la Région de la Vénétie, que la Commission Européenne a créé pour fournir aux citoyens les connaissances nécessaires sur l'Europe et les rapprocher des institutions et acteurs européens.

Antonio Di Lorenzo, éditeur en chef du journal de Vicence, a essayé d'approcher d'un peu plus près ce monde apparemment lointain de nombreux participants à la Conférence.

Il a demandé aux députés européennes Mara Bizzotto, Lega Nord, et Debora Serracchiani du parti démocratique d'expliquer ce que signifie être une femme au plus haut niveau des Institutions Européennes, quel regard elles portent sur leur travail et quelles sont leurs attentes. Il était possible de comprendre qu'elles sont engagées dans une tâche mal connue qui a pourtant des effets significatifs dans la vie quotidienne de nous tous.

En ce qui concerne le Traité de Lisbonne, Bizzotto et Serracchiani en ont montré les points d'ombres et les points essentiels. Les points d'ombres sont, comme l'a dit Mara Bizzotto, le manque d'une réelle âme constituante dans le document et le déséquilibre entre les institutions étant donné que la seule institution élue n'a en fait pas le plein pouvoir législatif.

Debora Serracchiani partage de son côté certaines limites du traité en déclarant qu'il contient des avantages majeurs, notamment une avancée en matière de démocratie et de transparence avec un meilleur équilibre entre le Parlement et la Commission Européenne et un rôle accru des citoyens.

Les deux ont cependant déclaré que l'Italie, un des plus importants fondateurs de l'Europe, devrait jouer un plus grand rôle en Europe pour être un réel protagoniste et réduire l'écart, dans les attitudes et le poids, qui la sépare d'autres pays qui ont, ces dernières années, investi dans la population, les idées et les relations.

Dans l'après midi deux ateliers de travail ont permis de discuter de la participation de la société civile dans le processus de décision au niveau local et le rôle des gouvernements locaux dans une Europe réformée par le traité de Lisbonne.



L'EUROPE DEMANDE AU GOUVERNEMENT BIELORUSSE DE RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME

Déclaration conjointe des représentants des plateformes nationales du Partenariat oriental- Forum de la Société civile

Accorder une attention permanente à la situation des droits humains en Biélorussie est demandé aux gouvernements des pays européens et du partenariat oriental par les

représentants des plateformes nationales du Partenariat oriental- Forum de la Société civile. Dans une déclaration conjointe, ils ont également demandé au gouvernement biélorusse de respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'Homme.

Ils ont fait une réclamation aux peuples et gouvernements européens demandant de réagir à la situation en Biélorussie en gardant à l'esprit l'aspiration des pays partenaires du Partenariat Oriental à intégrer la zone européenne de liberté, sécurité et justice.

Les représentants des plateformes nationales du Partenariat Oriental-Forum de la Société civile (Tamar Khidasheli, Plateforme nationale géorgienne, Ulad Vialichka, plateforme nationale biélorusse, Igot Kogut, plateforme nationale ukrainienne, Avetik Ishkhanyan, plateforme nationale arménienne, Victor Cotruta, plateforme nationale moldave, Vugar Bayramov, plateforme nationale azerbaïdjanaise, et Iris Kempe, participants des pays membres de l'UE au Forum de la Société civile) ont appelé la Commission Européenne et le Parlement Européen à continuer leurs efforts concernant le respect des droits humains fondamentaux en Biélorussie, des sociétés civiles des pays de la région du Partenariat oriental et à fournir tout support possible à leurs collègues de Biélorussie. Ils ont également demandé à tous ces acteurs de faire des efforts et de négocier la construction d'un dialogue constructif et durable au sein du gouvernement biélorusse, de l'opposition politique et de la société civile avec comme but de trouver le moyen d'une solution pacifique à la crise et de porter égard à l'amélioration du climat politique et à la stabilité dans le pays.

Les représentants des plateformes nationales du Partenariat Oriental-Forum de la Société civile sont profondément inquiets de la situation des droits humains en Biélorussie, en particulier au regard de l'information sur la détention des candidats de l'opposition et de leurs supporters à la suite des élections présidentielles, du mauvais traitement des détenus, des détentions pour motifs politiques, des pressions exercées sur les activistes civils et politiques, les journalistes, les avocats et les défenseurs des droits humains ; et également inquiets à propos du fossé grandissant dans la communication et le manque de dialogue entre les structures officielles et les différents groupes de la société civile en Biélorussie.



COMMUNAUTE DE PRATIQUES, CAPACITY BUILDING POUR LES AUTORITES LOCALES EN TURQUIE

Les deux jours d'activités dans le cadre du LAR 2 (Appui à la réforme des autorités locales en Turquie) conduits par la Directrice de ALDA, Mme Antonella Valmorbida, ont eu lieu à Antalya les 24 et 25 janvier 2011.

70 municipalités de taille moyenne ont participé à cette formation basée sur la présentation des bonnes pratiques dans les gouvernements locaux.

Les expériences présentées avec le support des vidéos sont:

1. la Ville de Strasbourg : transport urbain intermodal
2. la Ville de Reggio Emilia : l'expérience internationale de services sociaux pour les nourrissons et les enfants de Reggio
3. La Ville de Brindisi : une expérience de dialogue avec les citoyens
4. la Ville de La Paz et l'institut de la Banque mondiale : lutte contre la corruption

La formation a été interactive et a permis aux participants de vivre une expérience d'égal à égal très utile pour les gouvernements locaux et le personnel civil. Un cas spécifique sur le tourisme a été présenté par le Maire, Necdet Aksoy, de la Ville de Sanfranbolu. Le deuxième jour a été ouvert à une employée civile du Ministère de l'Intérieur qui a échangé beaucoup de données concrètes avec les participants. Le module sur les Communautés de pratiques continuera pendant les mois de février et mars et la formation finale aura lieu à Ankara les 6 et 7 avril 2011.



GOVERNEMENTS LOCAUX EN EUROPE: VISITE D'ETUDE AADL ET PNUD EN ANGLETERRE POUR FONCTIONNAIRES TURCS (20E-27E DE FEVRIER)

Une délégation de représentants élus, de personnel des autorités locales et des gestionnaires professionnels de la Turquie, ont participé du 20 au 27 Février 2011 à la visite d'étude en Angleterre «Les gouvernements locaux en Europe: les responsabilités, les compétences et la gestion», organisée par l'AADL et le PNUD.

La visite a demandé une approche interactive de la relation entre les Autorités Locales de l'Union européenne et les turcs dans le but de fournir aux participants turcs une vue sur le cadre administratif local des pays de l'UE.

L'objectif du projet a été de former les fonctionnaires publics et les engager dans un dialogue critique et positif avec plusieurs autorités locales et régionales européennes, à fin de renforcer leur capacité d'implémenter la réforme administrative et la nouvelle législation.

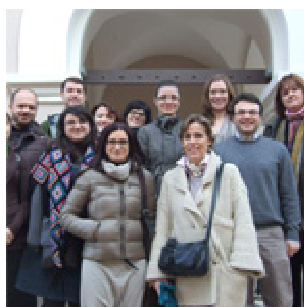
L'activité prévue était une visite d'étude en Angleterre (Birmingham-Wolverhampton-South Staffordshire District-Bristol-London) qui pût donner aux participants une première expérience des bonnes pratiques européennes dans le domaine de la gouvernance locale à travers des rencontres avec les autorités locales, des ateliers et des séminaires sur des sujets spécifiques. Grâce à ce projet, les collectivités territoriales turques sélectionnées ont pu améliorer leur capacités

et leur vision en terme des connaissance et des bonnes pratiques. Les collectivité territoriales qui ont participé au projet sont: Administration Provinciale de Trabzon, Administration Provinciale de Şanlıurfa, Municipalité de Nazilli, Municipalité de Bandirma, Agglomération métropolitaine de Mersin, Agglomération métropolitaine de Kocaeli, Municipalité de Polatli, Municipalité de Nilüfer.

Plus en particulier, la visite d'étude internationale en Angleterre a été finalisée à supporter des activités sur l'amélioration des services locaux pour le développement du territoire et l'aménagement, et promouvoir la simplification des processus d'approbation pour les licences de construction et d'occupation du territoire.

Le projet a été caractérisé par des visites des municipalités ayant un intérêt particulier en matière (les mairies de Birmingham et Wolverhampton), des institutions principales dans les domaines de la programmation territoriale et des licences (the Royal Town Planning Institute- RTPI and the Local Authorities Building Controllers- LABC) et, encore, par l'observation concrète et directe des sites locaux. En plus, des experts provenant des différents pays de l'Union Européenne (de la Suède avec SALAR, de la France avec AFCCRE et de l'Italie avec IPRES) ont donné des présentations sur leur systèmes nationaux.

La première journée de la visite d'étude a commencé avec une visite à la Mairie de Birmingham et, en particulier, avec les salutations de bienvenu de Mme Antonella Valmorbida, Directrice de l'ALDA et le conseiller Michael Wilkes, vice-Maire de la ville de Birmingham. Après le rencontre d'introduction, Sir Albert Bore, représentant de LGA et ex-Président du Comité des Régions, a donné une présentation sur « Les Relations entre les Collectivités Territoriales et leur Engagement avec l'Union Européenne ». La délégation a ensuite visité Wolverhampton et sa Mairie, où Roger Lawrence, conseiller municipal de Wolverhampton et membre du Bureau de l'ALDA, leurs a donné le bienvenu.



REUNION DU PERSONNEL D'ALDA 2011 A SUBOTICA (SRB) (25-28 janvier)

La réunion du personnel d'ALDA de 2011 a eu lieu à Subotica du 25 au 28 janvier. La réunion visait à permettre aux membres de se rencontrer et d'échanger leurs points de vues et opinions sur les différents thèmes de travail, de mieux connaître l'avancement général du projet de l'Association et d'améliorer certaines compétences via la formation. Tous les membres du personnel d'ALDA étaient impliqués dans cette réunion. En 3 jours, les membres du personnel ont mené plusieurs leçons de formation, discuté des ressources et subventions, communiqué et échangé des informations. De plus, ils ont discuté des enjeux des projets passés d'ALDA et/ou des difficultés dans le management

des projets, ainsi que des activités et possibilités pouvant permettre l'amélioration de leur travail dans les années à venir. Les formations, discussions, échanges de vues et l'amélioration des compétences ont été menés séparément pendant les deux premiers jours de la réunion par deux experts de chez ALDA en management et mise en œuvre de projets: Biljana Zasova et Marco Boaria.

Le troisième jour, la Directrice Antonella Valmorbida a présenté les résultats de l'année passée, les buts et objectifs de l'année 2011 et discuté la structure organisationnelle et l'amélioration du personnel.

Après ces trois jours de travail, la conclusion générale est que tous les membres du personnel, quelque soit leurs fonctions au sein de ALDA, font preuve d'une grande responsabilité et de plein de bonne volonté mais il est encore possible de mieux faire.

SE BATTRE CONTRE LA CORRUPTION AVEC SUCCES: UNE VILLE A LA FOIS

Une tâche commune avec le programme régional Working together à Budapest



ALDA est partenaire du programme *Working together*, réunissant un nombre important d'institutions de formation pour les gouvernements locaux en Europe de l'Est depuis sa création. L'accent est mis sur les capacity building des autorités locales et l'appui à la société civile. La réunion annuelle du programme a eu lieu à Budapest les 28 et 29 janvier au European Youth Centre de Budapest. Cette réunion s'est concentrée sur l'évaluation

des activités relatives au programme de lutte contre la corruption au niveau local.

L'organisation leader, FPDL Romania, a invité 20 participants mettant en oeuvre la stratégie et 4 cas ont été présentés.

Craiova Municipality. Capitale de Doli County, elle a plus de 300 000 habitants et une histoire riche attestée dans des documents depuis 1475. C'est une ville industrielle puissante et un centre éducatif important avec une vie culturelle riche. Le gouvernement local de Craiova a plus de 500 employés, un Maire directement élu et 27 conseillers élus.

Zabok et Vrbovvec, deux villes de Croatie.

L'équipe géorgienne de praticiens anti-corruption (Girogi Meshkidze, Helen Romelashvili de Civitas Georgica) et la Ville de Lanchkhuti.

La Ville de Sokółka (Poland).

Les participants ont reçu une brochure « Organisations en bonne santé, stopper et prévenir la corruption au sein des gouvernements locaux » qui décrit rapidement l'approche anti corruption.

La Directrice de ALDA, Mme Antonella Valmorbida, membre du comité de pilotage du programme Working together était présente à cet événement.



CEREMONIE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE COOPERATION ENTRE HERMANVILLE-SUR-MER (FR) AND VEVCANI (MK)

Mr Jacques Lelandais, maire d'Hermanville-sur-Mer et Mr Pero Ilievski, maire de Vevcani, ont signé une convention de coopération entre les deux villes, le 17 janvier 2011. La Convention est appelée à avoir un impact positif sur l'échange de jeunes, les technologies de l'information et des communications (TIC), les médiathèques et les écoles de multimédias, le tourisme et le patrimoine culturel etc.

La délégation d' Hermanville-sur-Mer, qui est composée de 11 conseillers municipaux, de fonctionnaires et d'experts, était heureuse de visiter Vevcani pendant le Carnaval traditionnel de Vevcani, tradition *macédonienne* locale et culturelle. Les deux maires ont discuté des similarités entre les deux villes au niveau de l'architecture, de la culture et de l'histoire et ils ont exprimé leurs espérances pour une coopération productive.

La signature de la convention était le résultat de plusieurs réunions techniques pendant lesquelles les objectifs généraux concernant la coopération ont été discutés.

Pendant la visite de six jours, la délégation française et des représentants de la Municipalité de Vevcani ont organisé plusieurs ateliers présentant les deux régions et leur structure. Les sujets des ateliers ont été choisis selon les objectifs de la coopération : folklore, tourisme et patrimoine culturel ; échange des jeunes et droits égaux; éducation, information et multimédias, etc.

Le groupe des représentants élus d' Hermanville-sur-Mer a exprimé sa gratitude pour l'accueil chaleureux macédonien, il a admiré l'esprit du Carnaval et il a pu rencontrer les managers institutionnels de Vevcani.

« La signature de cette Convention atteint nos objectifs et complète notre coopération mutuelle. La Convention est essentielle pour l'achèvement de notre politique de développement et de notre progrès culturel» a dit Mr Ilievski, le maire de Vevcani.

La Convention de trois ans entrera en vigueur au début de cette année.

Le jumelage de villes fait partie du Projet de la coopération décentralisée entre la République de Macédoine et la Région de Basse Normandie, France. Ce programme est coordonné par l'Association des Agences de la Démocratie Locale (ALDA).

Pour toute information complémentaire concernant ce projet veuillez consulter :

-<http://crbn-mk.courriers.info/francais>

-<http://alda-europe.eu>

ou contacter Ivana Dimitrovska: ivana.dimitrovska@aldaintrenet.org



APPELS A PARTENARIAT

A) Appel à Partenariat pour 2 Bénévoles (Français ou résidents de France)

B) Appel à partenariat FONDS FRANCOPHONE DES INFOROUTES (19^{ème} appel à propositions)

B) Appel à partenariat SOUTIEN A LA SOCIETE CIVILE SERBIE

D) Appel à partenariat PROGRAMME DES ACTEURS NON-ETATIQUES ET DES AUTORITES LOCALES POUR LA MER BALTIQUE (dans le cadre des priorités de la Dimension du Nord)

E) Appel à partenariat PRINCE 2010 – UE 27 (Lot 2 Actions de Sensibilisation)

F) Appel à partenariat EUROPE POUR LES CITOYENS – MESURES DE SOUTIEN

G) Appel à partenariat EUROPE POUR LES CITOYENS – PROJETS CITOYENS

H) Appel à partenariat EUROPE POUR LES CITOYENS – UNE MEMOIRE EUROPEENNE ACTIVE

Offre de stage dans le domaine de développement de projets